En ROUTE pour la METAMORPHOSE



Par le passé, la Fondation a amorcé ses réflexions autour des savoirs, par le prisme des savoirs autochtones accaparés par des multinationales et des instituts de recherches dans le cas de la biopiraterie. Une question est alors apparue : comment les savoirs non produits par des scientifiques "classiques" étaient perçus comme de moindre importance et se faisaient voler ? A partir de ces considérations, la Fondation a choisi de poursuivre sur la question des savoirs. Pour transformer nos relations au vivant et aux autres, pour apprendre à faire commun et à s'auto-organiser, pour se désintoxiquer des rapports au monde prédateurs et individualistes inculqués dès le plus jeune âge, quels savoirs et savoir-faire (ré)inventés ? Comment sont-ils produits, transmis et par qui ?

Dans la restitution de cet atelier d'échanges, organisé dans le cadre des Rencontres "Sans transition : utopies et métamorphoses", différents collectifs ont présenté leurs expériences : Sciences Citoyennes, des habitant·e·s de la ZAD Notre-Dame-des-Landes, Tchendukua - Ici et Ailleurs, et le collectif des Gammares.

*

Camille Besombes de Sciences citoyennes vient nous parler de la manière d'appréhender la question des savoirs à Sciences citoyennes et notamment le projet Horizon TERRE (Tou.te.s Ensemble pour une Recherche Responsable et Engagée), initiative commune de plusieurs associations, se veut être une réponse à la stratégie de recherche européenne qui ne semble pas en mesure de répondre aux principaux défis sociétaux contemporains.

Je suis Camille Besombes, je suis chercheuse en épidémiologie des maladies infectieuses et émergentes. Je fais partie de l'association <u>Sciences citoyennes</u> dont je vais vous parler mais aussi de la revue d'écologie politique *Terrestres*. Effectivement, face à la situation sans précédent que l'on traverse, face aux défis écologiques, sociaux et climatiques, face à la complexité systémique des problématiques auxquelles on est confronté, il y a un besoin fondamental de renouveler les

savoirs et les façons de faire savoir, de les décoloniser, de les faire travailler avec les arts, avec le sensible, les savoir-faire, avec les savoirs locaux, les savoirs vernaculaires, et il n'y aura pas de changement radical sans changement des savoirs. [...]

Pour autant, il ne faut pas jeter les sciences et les méthodes scientifiques avec l'eau du bain entre guillemets. Peut-être que l'on peut essayer de redonner du sens aux sciences, et peut-être que l'on peut se dire que les sciences peuvent nous permettre de faire advenir le monde qu'on veut faire advenir. L'association Sciences citoyennes, se construit un peu sur ce constat : elle promeut les sciences par et pour les citoyens et un changement [des relations] entre "Science" et "Société". Et ce à travers plusieurs axes : de la critique de la science, des sciences faites pour les remettre en question, sur la démocratisation des savoirs. L'association promeut par exemple l'élaboration de convention de citoyens pour prendre les principales décisions et choix sociétaux, elle essaie aussi de promouvoir le "tiers-secteur scientifique", c'est-à-dire renforcer l'expertise associative et de la société civile, et puis de promouvoir la recherche participative. Pour pouvoir partir des besoins et interrogations de la société, encourager l'autonomie, encourager l'émancipation et reconnaître la légitimité d'autres savoirs.



Cette association a récemment lancé un projet avec l'Atelier d'écologie Atecopol de Toulouse et l'association Ingénieurs sans frontières qui s'appelle Horizon TERRE (Toutes et tous Ensemble pour une Recherche Responsable et Engagée). Ce projet associe des chercheur·e·s, des personnes du monde associatif, des étudiant·e·s pour définir des scenarios alternatifs de recherche.

Cela s'est construit en réaction au programme Horizon Europe qui est un programme officiel pour définir les pistes de recherche pour les 7 prochaines années au niveau de l'Europe. Autant dire que ce programme fait une large part aux technosciences et à une société qui ne nous semble pas souhaitable à l'avenir. Malgré la période compliquée, elle n'a pas de questionnement des méthodes habituelles. Le projet vise du coup à défendre, à l'inverse, dans différents domaines de recherche qui sont la santé, l'agriculture et l'énergie, la mobilité, l'habitat, des scénarios alternatifs qui intègrent les limites écologiques. Ce qui est important, c'est de rouvrir les imaginaires de la recherche. Les étudiant·e·s se rendent compte que les recherches sont en silo et qu'il n'y a pas du tout la possibilité de créer autre chose et cela fait perdre du sens. Donc il y a vraiment l'enjeu de réfléchir ensemble à des nouvelles grilles de recherche qui vont pouvoir faire sens pour les étudiant·e·s qui arrivent à trouver des projets qui peuvent leur correspondre.

Ce qu'il y a d'original dans notre projet, c'est cette composition mixte d'endroits différents, donc une vraie reconnaissance de la légitimité de savoirs d'endroits différents et le fait de partir des besoins sociétaux, des utopies et d'essayer de définir la recherche à partir d'un projet de société désirable, et ça c'est quelque chose qui n'est pas trop fait ou du moins pas avec un projet de société désirable qui est le nôtre. Ces réflexions ont été faites pendant plusieurs week-end très riches et le but a aussi été de mettre en pratique avec des acteurs associatifs. Plusieurs associations ont donc été contactées pour que nous ayons leurs retours et vraiment co-construire cette démarche. Cela semble vraiment important et justement dans Horizon Terre il y a vraiment le but d'outiller les luttes, d'étayer les questions posées par les associations. Par ailleurs, il y a un vrai besoin de réappropriation des savoirs, de réapprendre des expertises et développer des expériences communes pour redonner prise sur son territoire et se fédérer.

Par exemple, la Confédération paysanne aujourd'hui est confrontée à de graves soucis par rapport aux épisodes de grippe aviaire qui pose un vrai problème car les mesures sanitaires proposées remettent en cause le modèle agricole défendu par la Confédération paysanne. L'élevage en plein air est vraiment ciblé. La Confédération se retrouve face à un manque crucial de plaidoyer scientifique pour défendre sa vision d'un modèle agroécologique face à un modèle agricole différent. Ils auraient besoin de recherches montrant que les risques sanitaires sont moindres dans le plein air et l'abattage sur place, que de cloîtrer des volailles et ensuite les déplacer pour les tuer. Cela met donc en exergue ce besoin de recherche participative. Le seul souci c'est que cette recherche participative ne se fait pas en 5 minutes. Pour créer ces réponses, parce que ces articles on ne les trouve pas, cette recherche n'ayant pas été faite, il faudrait la faire mais cela prend trois ans.

L'autre exemple est hors d'Horizon Terre; il se fait sur le plateau de Mille Vaches ou mené par d'autres acteurs qui regroupent des gens, pour identifier les plantes bio-indicatrices, par exemple des lichens qui montrent la présence d'îlots de biodiversité, des îlots de régénérescence forestière, donc des endroits vraiment intéressants. Cela pourrait être un outil pour que les gens localement qui participent à cette recherche sachent que c'est un endroit de biodiversité. Ainsi en cas de coupe rase, de mieux défendre ces endroits. La recherche participative, c'est donc partir des questions, des problématiques et trouver des solutions pour y répondre et impliquer les populations locales pour mieux fédérer. Faire en sorte que les sciences nourrissent les mouvements sociaux et que les mouvements sociaux questionnent les sciences.

Tibo, habitant de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes vient nous parler de l'idée de 'territoire apprenant' - sur le projet que toi et d'autres habitantes de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes vous avez imaginé, d'école de la désertion qui entend développer des pratiques, des savoirs, savoir-faire et savoir-être modelés dans la boue et animés par les luttes, non plus vers une "transition" mais pour permettre la rupture, oser la désertion.

Je vais essayer de croiser récit personnel et récit collectif. En me ramenant quasiment 20 ans en arrière, je suis étudiant dans une ville compliquée, à Paris, de quelqu'un qui est dans la pièce [Gus Massiah] et c'est sa dernière année à l'école et moi c'est ma première année. La prof de projet à l'école d'architecture nous demande « quel est votre bâtiment préféré ? » Alors moi je réfléchis, et je dis c'est l'aéroport, 10 000 salariés à Roissy, tu prenais le petit bus qui part du centre-ville. Voilà c'est comme ça que j'entame 6 années de savoirs passionnant comme peuvent l'être ceux au sein d'une école d'architecture.

Janvier 2018, je suis dans les toilettes sèches d'un lieu à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et en face il y a la forêt de Rohanne. Et là, j'ai la sensation, le truc de me dire « Waouh, ce truc-là va rester ». Et ça fait deux ans d'un truc chamboulé, d'une aventure que je n'avais pas du tout prévue qui est celle d'aller lutter contre un aéroport. Ce n'était pas du tout prévu de déménager à Nantes. Dans la rencontre avec cette lutte, il y a plein de choses qui sont mises à mal, qui sont déconstruites dans mon imaginaire. Par exemple, les métropoles dans ma tête d'éduqué architecte, c'est un phénomène naturel, les villes grandissent quoi. Et là je me trouve avec des gens qui sont contre l'aéroport et contre la métropole, contre des phénomènes naturels! Cela déconstruit plein de choses. Au final dans ces deux ans, on est tous de cultures différentes et dans des dynamiques de déconstructions super fortes qui viennent te percuter, qui peuvent être assez dures parfois. Et en même temps, on se retrouve à devoir construire des choses matériellement, à chaque instant. Les liens qui se font entre les gens quittent la sphère du CV, du "qu'est-ce que tu as fait comme études?". Les luttes territoriales permettent ce truc de déconstruction et construction. Ce n'est pas l'un et l'autre, c'est les deux en même temps. Cela demande de faire des choix. Je quitte Nantes et je m'installe là-bas.

Notre-Dame-des-Landes c'est l'héritage de plein d'autres luttes, donc on est pris dans un territoire apprenant. Sur les savoirs, c'est toute une question car à un moment donné, vous rangez presque tout votre matériel conceptuel en disant « tout ça c'est de la merde, ça appartient à un autre monde. Je range tout ça dans mon placard ». Mais en fait la réalité de vouloir tenter de vivre matériellement autrement, fait qu'à des moments il faut rouvrir le placard et aller chercher des choses mais avec un nouveau questionnement. Il y avait cette question que les camarades avec qui on avait essayé de poser ces ateliers de désertion, avaient mise dans un texte il y a deux ans : quelle culture voulons-nous nourrir ? C'est une question importante pour aller chercher l'outillage duquel on peut être armé depuis plein d'endroits d'où on vit des choses, mais où la question est : au service de quoi on le met ?

Voilà ça, c'était pour l'introduction, donc du coup mon rapport aux aéroports a un peu changé! Si on a réussi à ne pas faire advenir 'une ruine ruineuse' comme disent certains, toujours est-il qu'on se retrouve dans cet état, cette sorte de phase de Lego: on doit apprendre de nouvelles choses, et là ressortent plein de savoirs juridiques, des compétences, des trucs comme cela qui doivent être mis au service des luttes juridiques foncières sur l'habitat par exemple. On ressort des outillages mais du coup ça nous pose questions. Le lieu de lutte contre l'aéroport est un lieu de brassage phénoménal.

L'abandon de l'aéroport, les embrouilles internes, les opérations d'expulsion, l'invisibilisation médiatique de tout cela, fait que ce n'est plus brassé de la même manière. Se pose alors la question de comment est-on traversé par d'autres gens et quels liens se tendent? En tout cas c'est par ce biais-là que je rentre dans les réflexions sur les ateliers de la désertion. L'envie de continuer de voir son territoire qu'on aime a toujours cette puissance de provoquer des bifurcations. Être traversé par des gens mais qui se fait de façon très informelle. Il y a des aventures plus ou moins heureuses là-dedans selon les gens et leur capacité à passer d'un collectif à l'autre. Il y a donc cette idée de réfléchir à cela. Ce projet est toujours en travail, ces ateliers de désertion n'ont pas commencé.

C'est pas l'école de la ZAD, on est 5 personnes à essayer de réfléchir à ça et avec cette idée de désertion. On fait en effet le choix qu'à un moment, il ne faut plus nourrir ce système destructeur, il faut s'en retirer. Ça demande de construire des autonomies matérielles mais tout en étant dans des luttes. Donc il y a toujours cette question de la subsistance de la militance qui doit être conjuguée. Cet espèce d'ADN de l'alternative et de la résistance qui donne de la dynamique. Ça commencera peut être en janvier 2022 [atelier réalisé en 2021] avec l'idée de formaliser un peu des parcours dans la ZAD avec un petit groupe avec qui on travaillerait pendant un an. Tout cela mis en tension avec d'autres luttes dans lesquelles ces personnes-là seront impliquées. Cela veut dire comment les gens qui sont en chemin de désertion, on les reconnecte à des luttes ? Ne pas être dans des chemins de désertion personnelle mais bien remis dans des luttes collectives. Et comment le territoire de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes qui a toute sa complexité, reste quand même un territoire où on peut venir interroger d'autres. Aider des traversées de ce territoire en tension avec des luttes d'ailleurs.

Antoine Devillet du collectif des Gammares de Marseille vient nous expliquer comment suite à des enquêtes patrimoniales, réémerge un fleuve côtier invisibilité et englouti par les projets industriels et autres aménagements, et comment à partir de balades tout au long de ce ruisseau, un processus d'enquête permanente s'active et pose la question de la réappropriation des connaissances et mémoires de son terrain de vie, de repolitisation du territoire.

Le <u>collectif des Gammares</u> est basé à Marseille et s'est donné pour objectif de prendre soin et accompagner un petit fleuve côtier qui traverse les guartiers nord et les communes adjacentes de Marseille.

Le gammare, c'est gamarus pulex, c'est une petite crevette qui est symbole de la continuité écologique des cours d'eau entre les eaux douces et salées de ce fleuve côtier-là. C'est devenu notre emblème et le nom de notre collectif. C'est une histoire assez longue mais ce collectif existe depuis 2018 mais il s'adosse à toute une pratique d'enquêtes patrimoniales qui ont été menées par une conservatrice du patrimoine qui s'appelle Christine Breton qui est arrivée dans les guartiers nord dans les années 1990 avec pour mission de dire ce qui fait patrimoine. Elle s'est appuyée sur toute une série de convention, dont la Convention de Faro, qui prend dans la notion de patrimoine, la notion de communauté patrimoniale. Ce qui fait patrimoine, ça va être des enquêtes populaires qui feront émerger quelque chose qui peut faire patrimoine. Elle avait ouvert un petit bureau dans les guartiers nord et invité les habitantes et habitants à venir et dire « qu'est ce qui pour vous fait patrimoine ? » et à partir de là, ensuite, faire des enquêtes ensemble. Elle a beaucoup utilisé la marche.



Le collectif valorise et prend soin du ruisseau des Aygalades-Caravelle.

Et à Marseille, comme sans doute dans d'autres endroits, il y a une histoire de la pratique de la marche assez importante qui commence au début du XXe siècle avec les excursionnistes marseillais qui sont les premiers à ramener les pratiques de randonnées au-delà des pratiques de rando un peu bourgeoises dans les Alpes, à faire des collectifs de randonneuses et randonneurs dans les alentours et notamment dans les calanques. Cela a vite donné une force de connaissance territoriale qui fait qu'en marchant on a une sensibilité des lieux qu'on habite. Dans certaines historiographies de luttes environnementales françaises, il y a l'idée que la lutte en 1910 contre la carrière Solvay dans la calanque à Port-Miou aurait été une des premières manifestations de luttes environnementales françaises. Bon je ne sais pas si c'est vrai mais c'est ce qui se dit, mais on aime bien être les premiers dans le pourtour marseillais! Cela a amené en tout cas beaucoup de gens à marcher dans les calanques et à amener une forme d'attention par rapport à ces lieux. Il y a plein d'autres fils qu'on pourrait tirer autour de la marche qui ont abouti donc à ces balades patrimoniales mais aussi à des balades sonores, etc.

Il y a aussi eu un processus autour du GR13 qui s'est créé dans Marseille, porté beaucoup par Baptiste Lanaspèze des Editions Wildproject; il avait en tête des questions d'écologie politique et a rassemblé plein d'acteurs du territoire marseillais qui travaillaient la question de la marche (des cueilleurs, des gens qui organisaient des treks dance des sortes de grandes marches en danse contact). Tout cela a fabriqué une compréhension très forte du territoire. Ces croisements d'acteurs différents, ça a fabriqué des modes de registres de savoirs qui vont des savoirs très intimes d'un territoire à des connaissances urbanistiques, d'écologie urbaine, etc. Le fait de marcher ensemble, c'est devenu un outil que nous on déplie sur plein de questions et qui vient se greffer sur plein de dynamiques territoriales.

Dans ces dynamiques, il y a eu tout un truc qui a émergé grâce aux enquêtes patrimoniales de Christine Breton sur ce petit fleuve côtier qui a permis de déplier l'histoire du fleuve. En dépliant cette histoire du fleuve, on déplie toute l'histoire de la violence qu'ont subie ces quartiers avec l'histoire de la pétrochimie, la question de la bauxite pour l'alumine, la question des boues rouges, la façon dont ces quartiers ont été traversés par des autoroutes. Il y a des traces de tout cela dans le ruisseau. On a donc commencé à organiser toute une série de marches le long du ruisseau et de se raconter ces histoires-là et d'en profiter d'aller voir tous les riveraines et riveraines pour leur dire qu'on comptait organiser une grande fête du Ruisseau et si ça leur disait de participer et de venir raconter leur histoire, leur manière de raconter ce ruisseau. C'est une belle occasion de se mettre ensemble en fait. Le ruisseau des cours d'eau, ça fait des voisinages qui ne sont pas toujours sus, mais qui d'un coup se réinventent. Petit à petit s'est monté ce collectif des Gammares qui est une des cristallisations de toutes ses histoires de marche. Le collectif s'est appuyé sur plein d'acteurs qui travaillaient déjà ces questions comme les comités d'intérêt de quartier, des histoires patrimoniales, France Nature Environnement, etc. Et qui se sont rassemblés. Nous, on a commencé à faire des gazettes, des fêtes, à rassembler des gens, à organiser des grosses actions de ramassage déchets.





On a fait ça avec une entreprise qui ne savait même pas qu'il y avait un ruisseau dans l'emprise de leurs déchets industriels. Il y a plein de déclinaisons dans les démarches du Collectif. Il y a eu des mobilisations sur Miramar, un petit terrain où les enquêtes collectives ont mis à jour qu'il y avait un truc de ventes illégales.

Utiliser ces marches-là cela peut prendre plein d'autres formes. Comme autour de l'étang de Berre au nord de Marseille avec toute l'histoire de la pétrochimie française et toute la zone industrialoportuaire avec Arcelor-Mittal. Toutes ces marches ont montré qu'il y avait l'envie de fédérer des choses et de mettre en place des outils. Petit à petit commencent à se réfléchir des possibilités d'entités juridiques ou des formes de Parlement de l'étang de Berre...

Tout cela pour dire que ces marches sont des savoirs ancrés dans des savoirs oraux, des savoirs qui s'échangent, des savoirs qui peuvent croiser différents niveaux d'interrogation, de compétences, qui peuvent fabriquer collectivement des questions. Dans la production de ces savoirs-là il y a un enjeu de savoirs comme occasions de la communauté. C'est du savoir pour du savoir, mais du savoir aussi pour marcher ensemble, se mettre ensemble, en fait tisser entre nous les différents savoirs qu'on a déjà. Rien que de faire cela c'est immense déjà. C'est ce qu'on porte en fait maintenant aussi quand il y a des enquêtes publiques, des Schémas Directeurs et de gestion des eaux (SDAGE), des trucs comme ça. Toutes les connaissances qui vont être produites sur le cours d'eau, si elles sont faites par des bureaux d'étude, cela ne sert à rien. La production de savoirs c'est un endroit hyper intéressant et important pour fabriquer de la communauté, fabriquer de l'attachement, pour fabriquer du concernement, pour faire de la sensibilisation.

On se rend compte avec le ruisseau, qu'il y a énormément de gens qui sont en appétence de faire des choses pour le ruisseau. En général, on a le droit soit d'être sensibilisé soit de faire éventuellement un ramassage de déchets mais que en fait de vraiment participer à la production de connaissance sur un cours d'eau, et qui comme elle serait très entretissée et collective, pointerait vers des solutions de prise de soin de ce ruisseau, qui serait beaucoup moins orientées vers de gros aménagements techniques, technocratiques pensés depuis l'Agence de l'eau. On est un petit cours d'eau de 17km, les décisions sur ce ruisseau sont prises par l'Agence Rhône Alpes Corse, donc cela ne peut qu'être technocratique!

Nous réfléchissons à comment l'on pourrait continuer à formaliser un peu plus ces fabriques de connaissances-là par la

Nous réfléchissons à comment l'on pourrait continuer à formaliser un peu plus ces fabriques de connaissances-là par la marche notamment, par des outils des cartographies participatives qui pointeraient vers des possibilités d'imaginaires de prises de soin du bassin-versant des Caravelles-Aygalades, qui flécheraient beaucoup plus vers des imaginaires de jardinage des bassins-versants, de désimperméabilisation partielle, des pratiques des phyto-épurations, des choses plus de l'ordre de récupération d'eau de pluie avant que ce ne soit traité dans les égouts comme un déchet, etc. Quelque chose qui donnerait plus un imaginaire de gestion de l'eau collective, et de jardinage des bassins-versants que celui d'un processus technique.

Lise Fabbro de <u>l'association Tchendukua - lci et Ailleurs</u>, et Ana Maria Lozano Rivera viennent nous partager leur expérience de diagnostic de santé territoriale croisé entre des chamanes kogis de Colombie et des scientifiques français et suisses, et nous présentent ce que ce diagnostic croisé a provoqué dans cette rencontre entre scientifiques d'ici et les *mamo* kogi, dans les manières de penser/sentir un territoire.

<u>Lise</u>: On accompagne des peuples autochtones de la *Sierra Nevada de Santa Marta* en Colombie dans la récupération territoriale, et de la reconstitution de la biodiversité. On se questionnait sur le commun donc nous, on se positionne pour renforcer les formes d'auto-organisation autochtones. Comment les soutenir en ce sens-là. On travaille avec deux peuples, les Kogis et les Wiwas qui sont les descendants, les héritiers de la civilisation pré-colombienne des Tayronas. Ils font partie des à peu près 370 millions d'autochtones dans le monde qui protègent, respectent et connaissent la majorité de la biodiversité sur Terre. On en est aujourd'hui à 2323 ha restitués, et plus des 70% de ces territoires passent en régénération naturelle.

En France et en Europe, ce qui nous intéresse aujourd'hui c'est cette rencontre. On mène des actions des sensibilisations sur ces peuples dans les écoles. On est convaincus que la métamorphose de nos sociétés peut naitre d'un dialogue entre les sociétés traditionnelles et nos sociétés modernes. Pour mettre cela en place, on a donc organisé un diagnostic croisé de santé territoriale dans le Haut-Diois dans la Drome. On a réuni des autorités spirituelles Kogies et une trentaine de scientifiques modernes issus de disciplines variées. Pour diagnostiquer le Haut-Diois, les Kogis sont partis en marchant justement! La marche était très présente. A l'inverse, les scientifiques sont partis dans les archives du territoire pour creuser et en savoir plus. Cette idée de diagnostic croisé a émergé et été formulée par l'ancien gouverneur kogi, José Santos Sauna, qui est décédé du covid l'année dernière. Il l'avait formulée en 2004, et c'est suite à cela que l'on a essayé de tenter de mettre en perspectives les sciences et les savoirs écologiques traditionnels.

Donc d'un côté on a les peuples premiers qui eux, défendent une capacité de compréhension holistique qui est fondée sur la perception de l'unité de l'univers, sur une vision analogique et non analytique du monde, et d'un autre côté on fait dialoguer le meilleur des sciences analytiques, bienveillantes d'ici, ce qui est loin d'être toujours le cas, qui agglomèrent des compétences sectorielles, spécialisées dans des synthèses.

Ce prototype nous a prouvé que les sciences traditionnelles et les savoirs scientifiques ont quelque chose à se dire concernant le vivant. On est arrivés à des constats de santé territoriale identiques. C'était une très grande réussite pour nous, et donc on se concentre sur la réalisation d'un second diagnostic dans le bassin-versant du Rhône. Nous nous sommes réunis avec une dizaine de scientifiques autour ce projet mais malheureusement les Kogis, en raison du contexte sanitaire, n'ont pas pu être présents. On réfléchit aussi à comment formaliser les résultats issus de ce travail, justement on met en place des cahiers pratiques pour s'approprier ces résultats. Et on réfléchit à comment ils pourront être pour la suite des outils pour inspirer nos politiques publiques. Il y a aussi des cartes sensibles qui ont été réalisées par Ana Maria, qui est anthropologue et qui travaille avec nous sur le terrain.

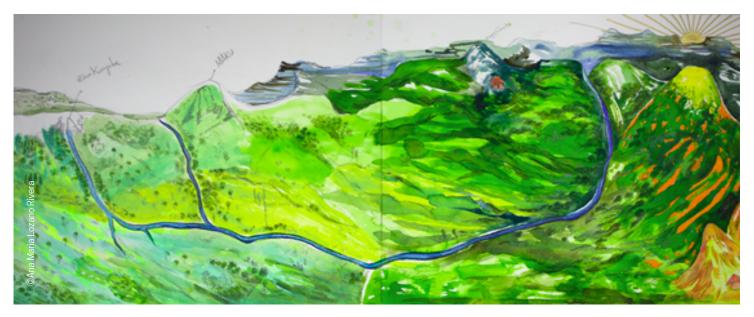


Ana Maria: Je suis anthropologue et j'habite en Colombie chez les Kogis depuis 2 ans. La grande différence entre les Kogis et les sociétés modernes, c'est le rapport à la Loi. Ici en Occident, les lois sont faites par les humains, pour les humains et on peut les changer quand cela nous arrange. Chez les Kogis, les lois sont celles de la nature, celles qui nous permettent de vivre. Dans leurs communautés, il faut apprendre à les identifier et à les respecter sinon cela provoque des déséquilibres et des maladies. Les Kogis pensent que tous les déséquilibres auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui sont liés à l'oubli de ces lois.

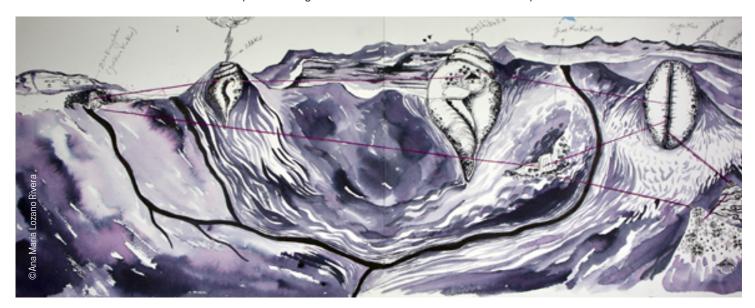
Les personnes qui ont été regroupées pour le diagnostic croisé se sont retrouvées autour d'un territoire que ni les Kogis ni les scientifiques ne connaissaient. Les résultats permettent de nourrir un nouveau regard sur le vivant.

Cela se structure autour de 6 chantiers :

- Le bon sens : ici on parle de sens commun que nous avons perdu en ne voyant plus la nature. Par exemple, lors du diagnostic, un *Mamo* (autorité spirituelle kogi) arrive devant une barrière qui clôturait une source d'eau et il nous dit étonné mais pourquoi vous fermez cette source d'eau, les animaux n'y ont plus accès!
- Les savoirs peuvent dialoguer entre eux : les Kogis ont perçu la présence des pins d'Autriche et ont parlé avec les naturalistes des effets néfastes de cette introduction d'espèces étrangères. Ils étaient donc au même niveau de savoirs.
- La connaissance : les Kogis lisent des aspects invisibles du territoire pour retrouver, par exemple, les liens spirituels qui relient les lieux.
- La posture : les Kogis nous parlent de manière libre. Dans ce qu'ils nous racontent, ils n'ont pas d'article à publier ou d'argent à gagner. Ils sont dans une posture de partage.
- La méthode de travail : les Kogis nous ont montré une vision intégrale et unifiée des connaissances. Pour eux, le mot connaissance est *Shikwakala* qui implique de tisser des savoirs, comme on tresse une corde. Cela signifie ne pas séparer les thématiques et les intégrer dans une pensée complexe afin de tisser et allier les connaissances.
- Une nouvelle épistémologie : nous avons découvert la théorie de la Pangée en 1911 et ce n'est qu'en 1963 que nous avons accepté que les plaques tectoniques de l'Amérique latine et de l'Afrique s'étaient séparées dans le passé. Or dans le cadre du diagnostic, les Kogis nous ont montré qu'ils connaissaient cela bien avant nous.



Les cartes sensibles réalisées par les Kogis avec Ana Maria Lozano Rivera représentent le monde visible



Voici les cartographies réalisées avec la participation des Kogis. Nous avons utilisé des méthodologies sensibles. Ils n'étaient pas forcément très à l'aise avec les crayons mais nous avons réalisé un atelier artistique avec eux. Les Kogis réussissent à voir les territoires grâce à un travail de concentration qu'ils appellent aluna, c'est un état de concentration et de "spiritualité" (pour nous, l'on peut utiliser ce mot pour simplifier) dans lequel ils arrivent à se connecter dans la potentialité des formes du vivant. En fait c'est un espace abstrait, d'imagination. Dans cet état, le monde est perçu et organisé grâce à un réseau de lieux qui ont des fonctions spécifiques. Les Kogis conçoivent les lieux comme sacrés, vivants et dotés d'une subjectivité. Tous les points sur la carte sont des personnes, des ancêtres. Chacun a une fonction spécifique. Chaque fil rouge sur la carte montre quelle fonction a chaque montagne, et comment la montagne qui incarne l'eau va diriger une autre, et puis l'autre montagne va dire à l'autre ce qu'elle doit faire... C'est toute une relation écologique hiérarchique.

Si nous revenons sur notre besoin de transformer nos regards sur le monde pour arriver à réussir la métamorphose, nous avons besoin de proposer des espaces féconds afin de relier, des espaces de dialogue, des espaces qui puissent accueillir les différents regards du monde. Pour nous, c'est l'ouverture du dialogue qui permettra de remettre le vivant, la nature dans nos actes, nos pensées et de réussir la métamorphose. Si nous prenons l'exemple de la métamorphose de la chenille en papillon, nous voyons qu'elle a besoin de se mettre en position verticale pour réveiller ses cellules dormantes afin de pouvoir évoluer. Nous devons nous aussi nous réveiller et changer nos postures et regards.

Je vous laisse avec cette phrase d'un Kogi : « Avec ce que nous sommes et ce que nous savons, avec ce que vous êtes et ce que vous savez, si nous avions l'audace de dialoguer nous pourrions résoudre de nombreuses difficultés. »